

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 30 JUILLET 2020

Délibération n° 2020-131- DC

Date d'affichage :

Le 31 juillet 2020

Effectif statutaire : 81
Membres en exercice : 81
Quorum : 41
Présents : 64
Excusé(s) : 15
Dont représenté(s) : 13
Absent(s) : 2

Nombre de votants : 77

Secrétaires de séance :

Madame Géraldine LE COZ,
conseillère communautaire de la
Ville de Saumur
et Monsieur Jean-François
MIGLIERINA, conseiller
communautaire de la Commune
de Villebernier

Le trente juillet deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Parc expo du Breil - avenue du Breil - 49400 Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt quatre juillet deux mille vingt.

Présents : (64)

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Christophe CARDET, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Benoît LAMY, Géraldine LE COZ, Nathalie LIEBAULT, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Nicole PEHU, Sylvie TAUGOURDEAU.

Dont suppléé(s) remplacé(s) :

Pierre-Yves DOUET par Didier POITVIN, Eric LEFIEVRE par Didier CHEVROLLIER, Laurent NIVELLE par Brigitte SMITH, Jacqueline TARDIVEL par Manuel DA SILVA

Excusés : (15)

Anatole MICHEAUD, Thomas GUILMET, Pierre de BOUTRAY, Loïc BIDAULT, Bertrand CHANDOUINEAU, Marie-Luce DURAND, Gaëlle FAURE, Béatrice GUILLON, Didier HUCHEDÉ, Sylvain LEFEBVRE, Nathalie MORON, Noël NERON, Bruno PROD'HOMME, Nathalie SECOUÉ, Patricia VILLARME

Dont excusés ayant donné pouvoir : (13)

Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Thomas GUILMET à Géraldine LE COZ, Pierre de BOUTRAY à Isabelle ISABELLON, Loïc BIDAULT à Sophie TUBIANA, Marie-Luce DURAND à Jérôme HARRAULT, Gaëlle FAURE à Jackie GOULET, Béatrice GUILLON à Astrid LELIEVRE, Didier HUCHEDÉ à Stéphanie ELIE, Sylvain LEFEBVRE à Frédéric MORTIER, Nathalie MORON à Michel DELPHIN, Noël NERON à Arlette BOURDIER, Bruno PROD'HOMME à Grégory PIERRE, Nathalie SECOUÉ à Colette GAGNEUX.

Absents : (2)

Emmanuel BRAULT, Bernard HENRY

COVID 19 - DÉGRÈVEMENT EXCEPTIONNEL DE COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES DES SECTEURS RELEVANT DU TOURISME POUR 2020

Dans le contexte sanitaire du COVID 19, le projet de loi de finances rectificative n° 3 pour 2020, adopté, qui vient d'être approuvée pour 2020, prévoit des mesures de soutien aux secteurs économiques les plus touchés. Parmi elles figure la possibilité pour les collectivités territoriales compétentes de voter par délibération un dégrèvement exceptionnel de cotisation foncière des entreprises pour l'année 2020 pour les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du sport, de la culture, du transport aérien et de l'événementiel et ce, avant le 31 juillet 2020.

« Par dérogation au I de l'article 1639 A bis du code général des impôts, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent, par délibération prise jusqu'au 31 juillet 2020, instituer un dégrèvement des deux tiers du montant de la cotisation foncière des entreprises et des prélèvements prévus à l'article 1641 du même code dus au titre de 2020 afférent aux établissements qui remplissent les conditions suivantes :

1° Relever d'une entreprise qui a réalisé, au cours de la période de référence prévue à l'article 1467 A du code général des impôts, un chiffre d'affaires annuel hors taxes inférieur à 150 millions d'€, éventuellement corrigé pour correspondre à une année pleine,

2° Exercer leur activité principale dans ceux des secteurs relevant du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du sport, de la culture, du transport aérien et de l'événementiel qui ont été particulièrement affectés par les conséquences économiques et financières de la propagation de l'épidémie de COVID-19 au regard de l'importance de la baisse activité constatée en raison notamment de leur dépendance à l'accueil du public ».

Le texte prévoit que la liste précise des secteurs concernés sera définie par décret.

La prise en charge du dégrèvement de 2/3 de la Cotisation Foncière des Entreprises est partagée entre l'intercommunalité (50%) et l'Etat (50%). Les entreprises éligibles régleront ainsi un tiers du montant de la CFE au titre de l'exercice 2020. Une première estimation fait état d'un impact prévisionnel sur les recettes fiscales de l'ordre de 260 000 € compensée à hauteur de 50 % par l'Etat, soit un coût net de la mesure chiffré à 130 000 € pour la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Aussi, considérant le poids de la filière touristique au sein de l'économie du territoire de Saumur Val de Loire, cette mesure viendrait ainsi accompagner ces entreprises confrontées à des difficultés sans précédent.

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la communauté d'agglomération Saumur Loire Développement, de la communauté de communes Loire Longué et de la communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Lourdesse Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral SP n° 2020-02 du 10 janvier 2020 modifiant l'intitulé de l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 s'agissant de la constitution de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BI/2019-133 en date du 11 septembre 2019 constatant le nombre total de sièges que compte l'organe délibérant de l'EPCI, fixé à 81, et leur répartition par commune membre ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2121-22 et L.5211-1 ;

Vu le projet de loi de finances rectificative n°3 ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** l'instauration d'un dégrèvement des deux tiers du montant de la cotisation foncière des entreprises due au titre de l'année 2020 au profit des entreprises relevant des secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du sport, de la culture, du transport aérien et de l'événementiel et des prélèvements prévus à l'article 1641 du code général des impôts, dus au titre de 2020 afférent aux établissements qui remplissent les conditions définies par le troisième projet de loi de finances rectificatives pour 2020.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 77 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 3ème trimestre 2020



Pour Extraît Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte	7 – Finances locales	7.2 – Fiscalité	7.2.3 – Taxes et redevances
-------------------	----------------------	-----------------	-----------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »